

Dépêche AEF : PLF 2020 : le Sénat supprime la possibilité pour les universités de créer des sociétés pour gérer leur patrimoine

2 minutes

Le Sénat a adopté un [amendement](#) supprimant la possibilité pour les universités de recourir aux contrats et formes de sociétés publiques ou commerciales pour la gestion ou la valorisation des biens immobiliers dont elles sont propriétaires. Le vote est intervenu le 2 décembre 2019, lors de l'examen en séance publique des crédits du programme Gestion du patrimoine de l'État inscrits au PLF 2020. Pour mémoire, cette disposition avait été introduite par l'Assemblée nationale en première lecture ([lire sur AEF info](#)).

Albéric de Montgolfier (LR, Eure-et-Loir), auteur de l'amendement sénatorial, rappelle que la disposition introduite par l'Assemblée visait à "contourner l'interdiction faite aux universités de recourir à l'emprunt". Il estime qu'elle risquait de créer "davantage de problèmes", "son périmètre très large", autorisant "les universités à recourir à l'ensemble des sociétés commerciales et publiques pour leurs opérations de valorisation du patrimoine". Cela "impliquerait de revoir les conditions d'emprunt des universités et, éventuellement, de les encadrer".

Il propose que "la réflexion autour de la gestion du patrimoine immobilier des universités s'inscrive dans le cadre de la mission sur la valorisation locative des biens inutiles aux besoins de l'État confiée par l'État à Jean-Marc Délion".